

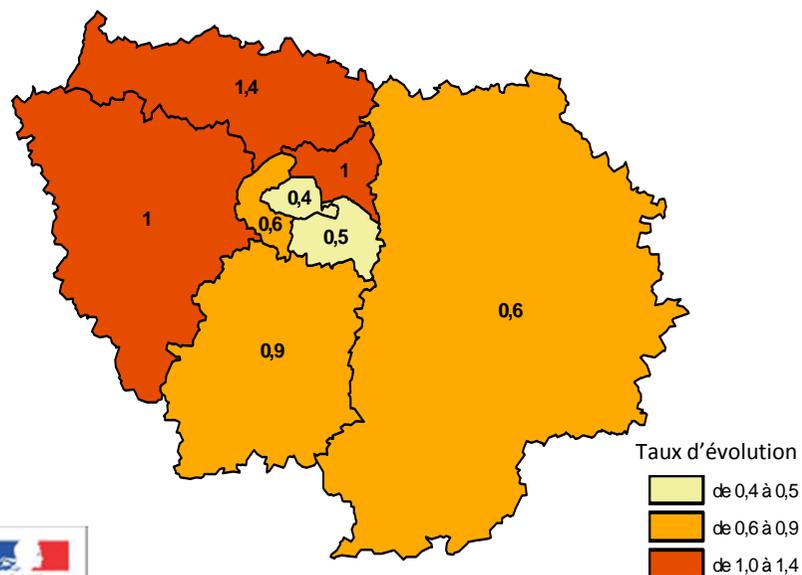
## Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

9 juin 2017

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

Variation sur trois mois du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie ABC par département entre janvier 2017 et avril 2017 (en %)



- En avril, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens est en augmentation sur trois mois de +0,8 % en catégorie A et de +0,6 % en catégorie ABC.
- Les indicateurs de l'emploi salarié régional étaient en hausse au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016.
- Les plans de sauvegarde de l'emploi et le recours l'activité partielle sont à des niveaux faibles.

- Ce diaporama vous est adressé en début de mois.
- Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques.
- Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.
- Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Synthèse conjoncture Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.
- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :  
  
[idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@direccte.gouv.fr)
- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 7 juillet 2017.

## Sommaire

### Synthèse régionale

Page 4 : synthèse régionale

### Marché du travail

Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois

Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département

Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe

Page 9 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge

Page 10 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel

Page 11 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA

Page 12 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi

Page 13 : taux de chômage (Insee)

### Emploi

Page 14 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi

Page 15 : déclarations préalables à l'embauche

Page 16 : évolution récente de l'intérim

Page 17 : évolution récente de l'emploi salarié

### Accompagnement des mutations économiques

Page 19 : activité partielle

Page 20 : procédures de licenciement collectif

Par rapport à janvier 2017, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (tenus de rechercher un emploi et sans activité) a augmenté en avril 2017 : +0,8 % (soit +5 500 demandeurs), pour atteindre 666 000, contre +0,1% au niveau national. Ce nombre est orienté à la hausse depuis le début de l'année, alors qu'il avait connu des baisses - consécutives notamment à des passages en formation et autres changements de catégories - au second semestre 2016.

Au total, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C est également en hausse sur un mois (+0,6 %), sur trois mois (+0,6%) et sur un an (+1,6 %). Cette évolution est similaire à celle observée en France métropolitaine.

Depuis plus d'un an, la demande d'emploi des femmes progresse plus rapidement que celle des hommes et l'écart s'accroît.

Même si sur un an, la demande d'emploi des jeunes reste orientée à la baisse (-2,9 %), le nombre de jeunes demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C, a augmenté de 1,0 % en Ile-de-France sur trois mois. De son côté, le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans a augmenté de +5,6 % sur un an.

Ce sont particulièrement les employés du commerce et des services et le secteur de la « santé, action sociale, culturelle et sportive » qui sont affectés, tandis que le BTP semble relativement épargné depuis quelques mois.

Sur trois mois, le Val d'Oise est le département qui a connu la hausse la plus importante. L'Essonne a cumulé les évolutions défavorables depuis un an (+3,6 %) alors que les Hauts-de-Seine peuvent constater une quasi stagnation de la demande d'emploi (+0,1 %).

Au quatrième trimestre 2016, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,6 % de la population active, en diminution de 0,1 point par rapport au troisième trimestre 2016 et de 0,2 points par rapport à fin 2015. Il est toujours inférieur de 1,1 point à celui de la France métropolitaine. Il demeure supérieur à sa valeur d'avant la crise de 2008, même si un mouvement de baisse semble amorcé.

### Emploi

Au quatrième trimestre 2016, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) a augmenté par rapport à la même période de 2015, que l'on considère tous les contrats ou seulement les contrats de plus de six mois et CDI.

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands a poursuivi sa hausse au quatrième trimestre en Île-de-France (+0,4% par rapport au troisième trimestre, +1,3% sur un an), toujours soutenu par les services marchands.

L'intérim continue d'afficher une tendance à la hausse depuis mi 2016, notamment sur ce trimestre dans la construction et les services aux entreprises (nettoyage, sécurité...).

### Mutations économiques

Le nombre d'heures d'activité partielle autorisées est, depuis le début de l'année, très inférieur au niveau de 2016. La construction reste le principal utilisateur de ce dispositif avec plus de 50 % des heures autorisées.

17 plans de sauvegarde de l'emploi seulement ont été initiés en avril, menaçant environ 400 emplois. Ce chiffre correspond à des périodes de très basse activité en matière de PSE.

## Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'avril 2017

Avril 2017	Ile-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur trois mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Ile-de-France	France	Ile-de-France	France	Ile-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	666 210	3 471 800	0,3	-1,0	0,8	0,1	-0,4	-1,3
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	970 340	5 535 000	0,6	0,6	0,8	0,9	1,6	2,3

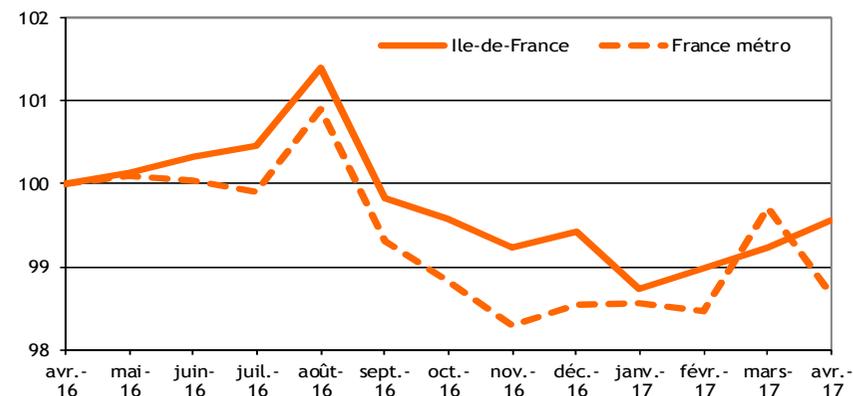
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeurs de catégorie A a augmenté en Ile-de-France : +0,8 % (soit +5 500 demandeurs), contre +0,1 % au niveau national. Le fort écart négatif en avril entre la région (+0,3 %) et la France métropolitaine, qui voit son nombre de DEFM de catégorie A chuter de 1%, compense celui du mois de mars où il était de sens opposé.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A dans la région, après un mouvement de baisse au second semestre 2016 - essentiellement lié à des transferts vers les autres catégories (notamment des sorties en formation suite au « plan 500 000 ») -, est orienté à la hausse depuis le début de l'année 2017.

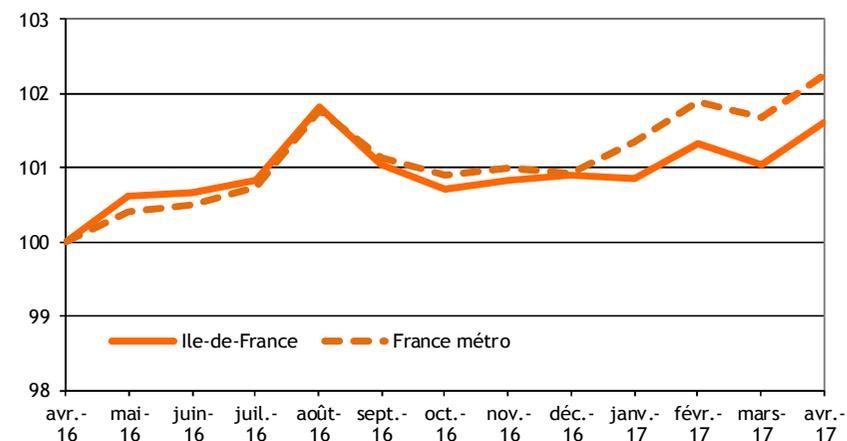
En prenant en compte les demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories A, B et C), le nombre de demandeurs d'emploi dans la région est également en hausse sur un mois (+0,6 %), comme sur trois mois (+0,8 %) et sur un an (+1,6 %). Cette évolution est largement similaire à celle de la France métropolitaine.

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO - Indice 100 en avril 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO - Indice 100 en avril 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département) à la fin du mois d'avril 2017

Données CVS-CJO Avril 2017	cat. A	évolution mensuelle	évolution trimestrielle	cat. ABC	évolution mensuelle	évolution trimestrielle
Paris	131 990	0,2	0,9	200 580	0,6	0,4
Seine-et-Marne	65 990	-0,5	0,3	98 920	0,2	0,6
Yvelines	63 950	0,4	0,6	94 070	0,7	1,0
Essonne	58 860	0,6	0,5	88 300	1,1	0,9
Hauts-de-Seine	79 330	1,0	1,5	112 920	0,5	0,6
Seine-Saint-Denis	119 160	0,6	1,0	166 050	0,6	1,0
Val-de-Marne	75 040	-0,1	0,5	106 380	0,2	0,5
Val-d'Oise	71 890	0,3	1,1	103 120	0,7	1,4
<b>Île-de-France</b>	<b>666 210</b>	<b>0,3</b>	<b>0,8</b>	<b>970 340</b>	<b>0,6</b>	<b>0,8</b>
France métropolitaine	3 471 800	-1,0	0,1	5 535 000	0,6	0,9

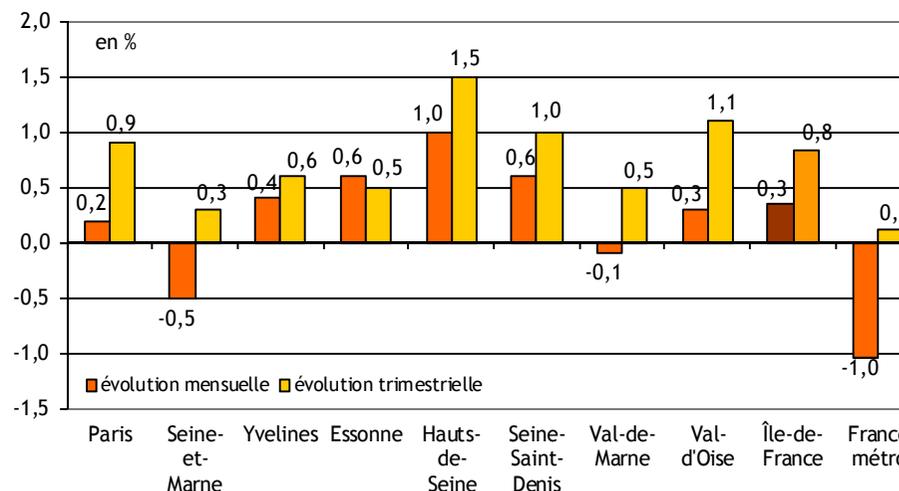
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

L'évolution de la demande d'emploi en catégorie A est orientée à la hausse dans tous les départements franciliens. Sur les trois derniers mois, elle varie de +0,3 % en Seine-et-Marne à +1,5 % dans les Hauts-de-Seine

De même, en catégories A, B et C et sur trois mois, le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse dans tous les départements d'Île-de-France comme dans la plus grande partie des départements français (cf. carte page suivante) : les variations se situent entre +0,4 % pour Paris et +1,4 % dans le Val-d'Oise.

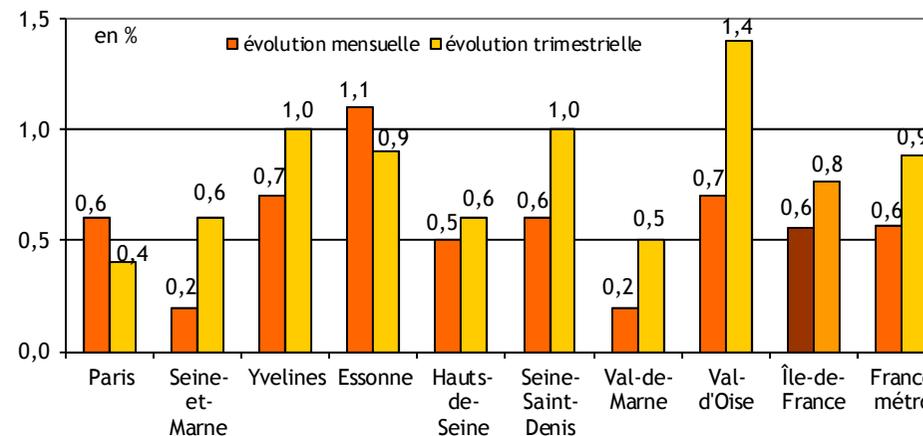
Sur un an, à l'exception de l'Essonne, l'ensemble des départements enregistre une baisse en catégorie A. En catégories A, B et C, le nombre de DEFM est nettement en hausse, notamment dans les départements de grande couronne, en particulier l'Essonne (+3,6 %).

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS-CJO)



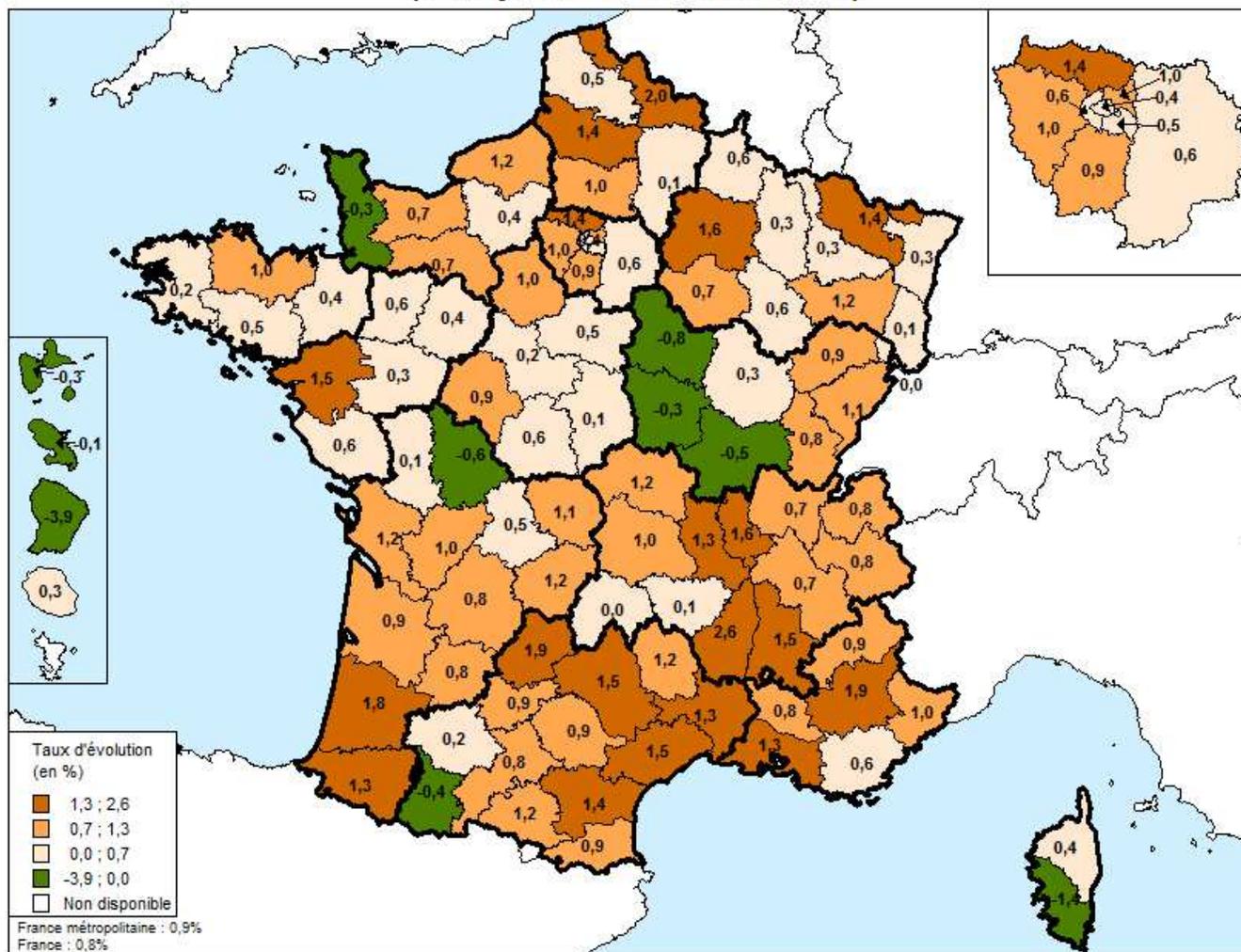
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Variation sur trois mois du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie ABC par département (entre janvier 2017 et avril 2017)



Source : Pôle emploi, Dares; Données CVS-CJO

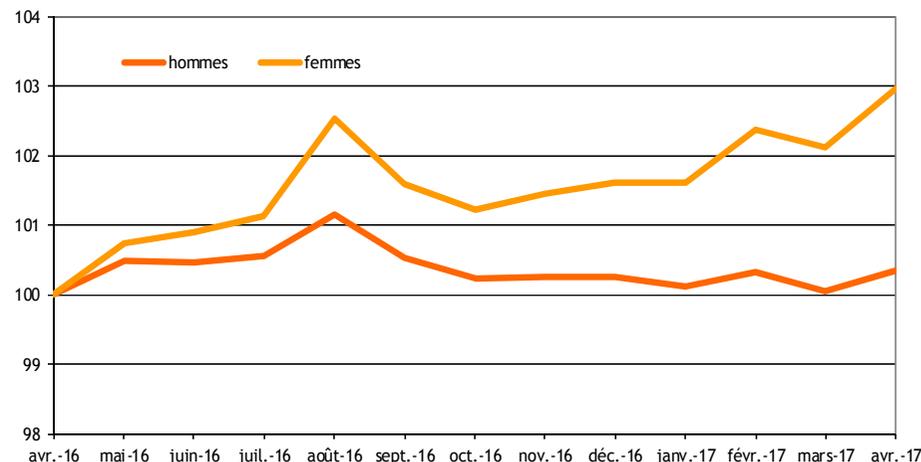
## Les demandeurs d'emploi selon le sexe (catégorie ABC) à la fin du mois d'avril 2017

En catégories A, B et C, sur les trois derniers mois, la demande d'emploi a augmenté de +0,2 % pour les hommes et de +1,3 % pour les femmes. Au niveau national, la différence d'évolution sur trois mois est aussi marquée (+0,4 % pour les hommes et +1,4 % pour les femmes).

Sur un an, la demande d'emploi des femmes a progressé de +3,0 % et celle des hommes de seulement +0,3 %. L'écart est nettement en hausse puisqu'il atteint 2,7 points (3,3 points au niveau national).

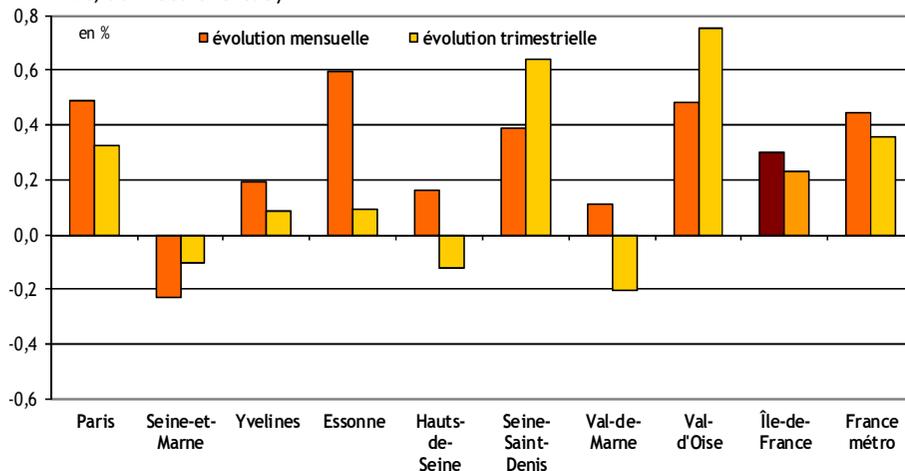
L'évolution de la demande d'emploi ces derniers mois est sensiblement plus dégradée pour les femmes dans les Yvelines et l'Essonne, alors qu'à Paris il n'y a presque pas d'écart.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (Catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 avril 2016)



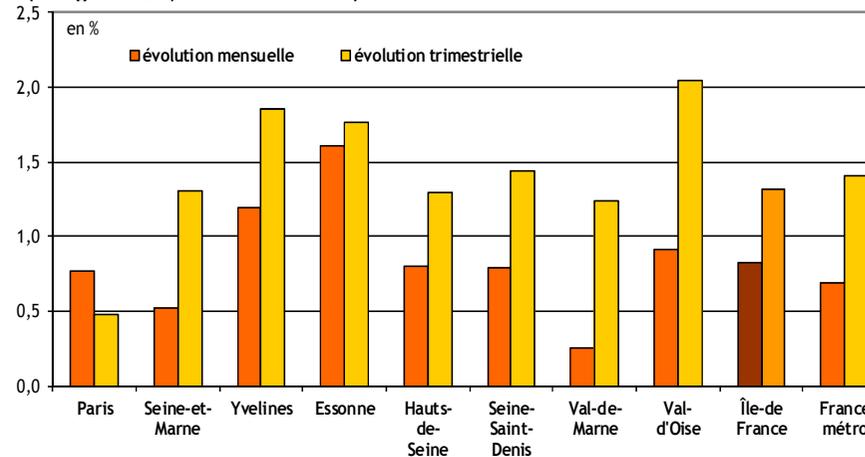
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



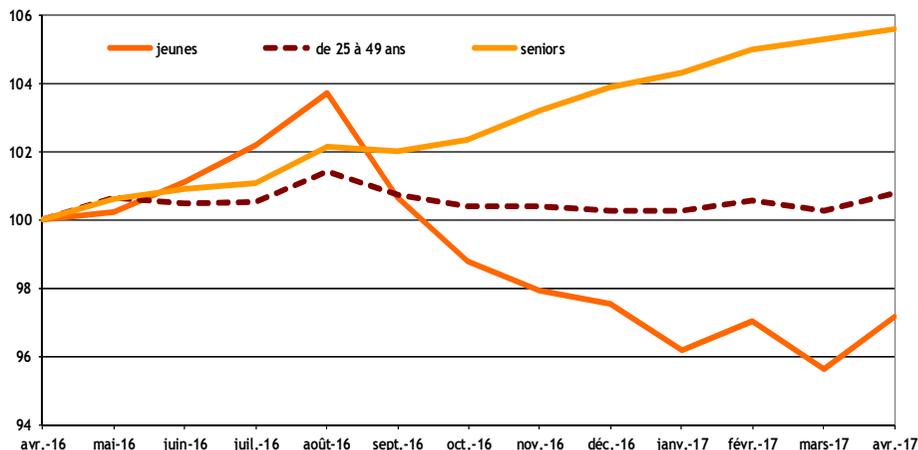
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les demandeurs d'emploi selon l'âge (catégorie ABC) à la fin du mois d'avril 2017

Sur trois mois, les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans ont enregistré une augmentation de +1,0%, soit 900 demandeurs en plus. Au niveau national, la hausse est également de +0,9%. Sur un an cependant, l'évolution reste orientée à la baisse (-2,9%). L'ensemble des départements est concerné par cette hausse, mais le nombre de jeunes demandeurs Yvelinois augmente sur trois mois de +2,6 % (250 jeunes) et de +1,7% pour les Val d'Oisiens (200 jeunes).

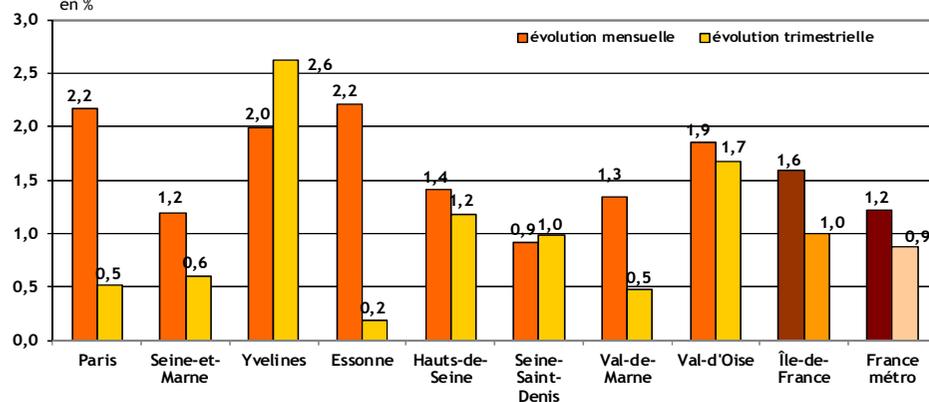
De son côté, la demande d'emploi des plus de 50 ans continue d'augmenter : +1,2 % sur trois mois, contre +1,1 % au niveau national. Sur un an, la hausse (+5,6 %) retrouve une vitesse de croissance importante, assez proche de celle de la France métropolitaine (+6,2 %).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 avril 2016)



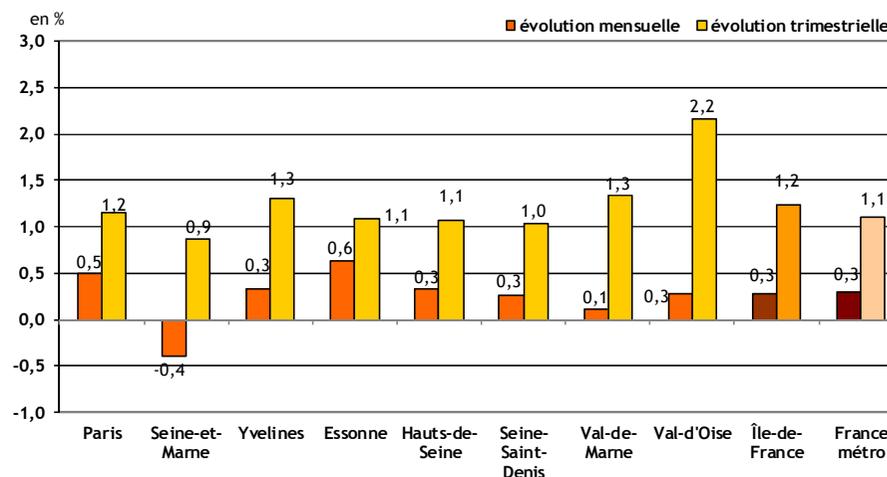
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO) en %



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

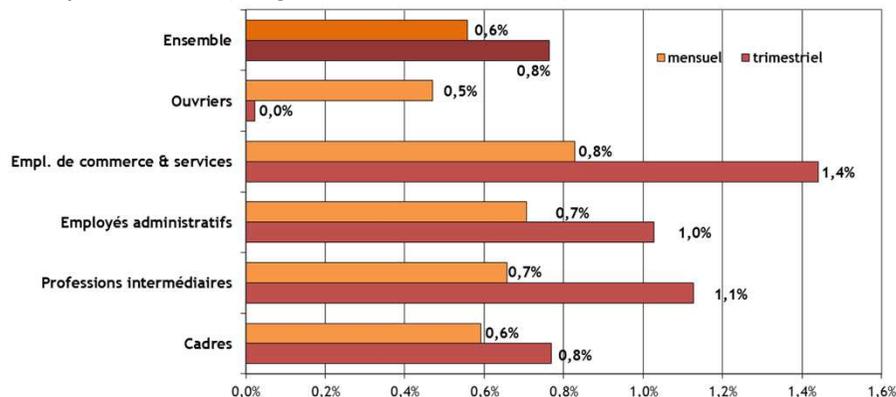
Evolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle\* et par métier recherché à la fin du mois d'avril 2017

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle (catégorie ABC – données CVS-CJO)

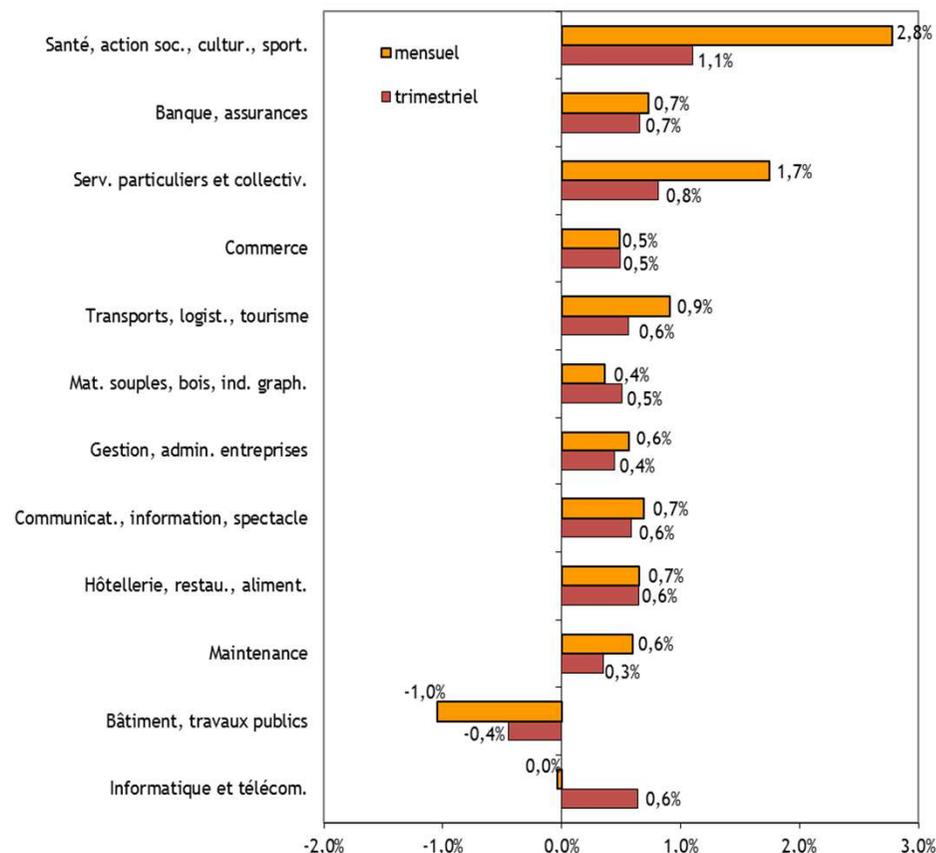


Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeurs d'emploi est en augmentation pour toutes les catégories professionnelles des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B et C (+0,8 %). Le nombre de demandeurs d'emploi augmente davantage pour les employés de commerce et de services (+1,4 %), alors que seuls les ouvriers enregistrent une moindre hausse. Les autres catégories professionnelles subissent des augmentations similaires à la moyenne.

Les secteurs de la « santé, action sociale, culturelle et sportive », de la « banque et assurance », des « services aux particuliers » et des « transports logistique et tourisme » voient leur demande d'emploi augmenter particulièrement depuis quatre mois. Les autres domaines professionnels sont dans la moyenne, sauf le BTP dont le nombre de demandeurs d'emploi décroît.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC – données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

\* La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.

## Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA à la fin du mois d'avril 2017

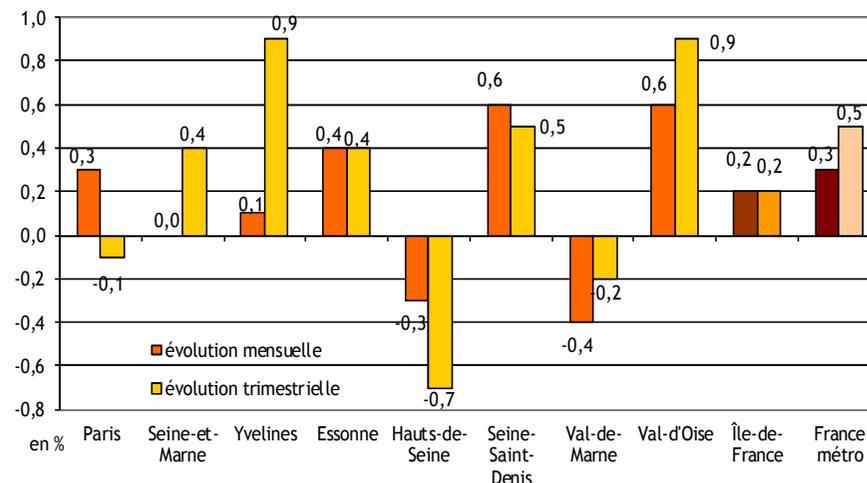
Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits en catégorie ABC depuis un an ou plus) a augmenté de +0,2 % sur 3 mois, contre +0,5 % au niveau national. Après une période de diminution liée à la réinitialisation du compteur d'ancienneté des demandeurs d'emploi concernés par le plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation » (passage en catégorie D), la demande d'emploi de longue durée retrouve le même niveau que fin 2016, avec 409 000 demandeurs d'emploi dans cette situation en Île-de-France.

La part de demandeurs ayant des droits ouverts au RSA dans la région est inférieure à celle du niveau national (12,6 % contre 13,7 %). La Seine-Saint-Denis affiche la plus forte part, tandis qu'elle est la plus basse pour l'Essonne. Les données étant de nouveau comparables sur un an, on constate que la part des demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA a diminué de 0,5 point.

	Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) ayant des droits ouverts au RSA									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro
Fin avril 2017	12,7%	10,8%	11,3%	10,2%	11,7%	16,4%	12,2%	12,3%	12,6%	13,7%
Fin avril 2016	13,5%	10,8%	11,8%	10,2%	12,6%	17,0%	12,7%	13,0%	13,1%	14,0%

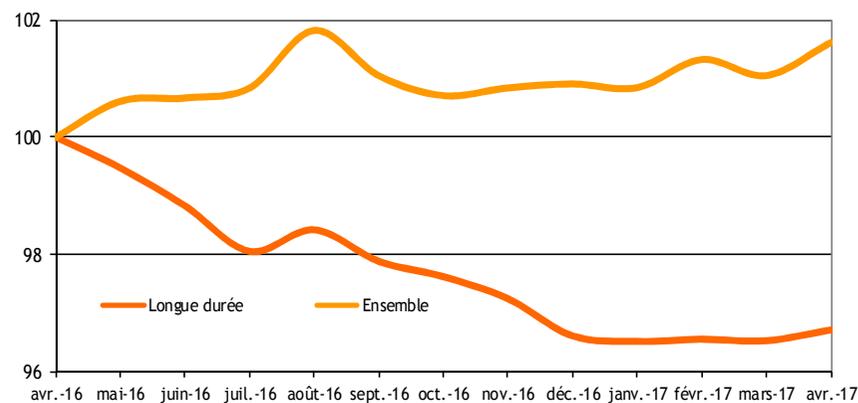
Sources : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes

Evolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 avril 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les entrées et les sorties de Pôle emploi à la fin du mois d'avril 2017

Sur trois mois glissant, le nombre de sorties est en baisse limitée (-3,4 %). Le motif de défaut d'actualisation représentant 43 % du total des sorties, cela limite l'interprétation de l'évolution des sorties par motif.

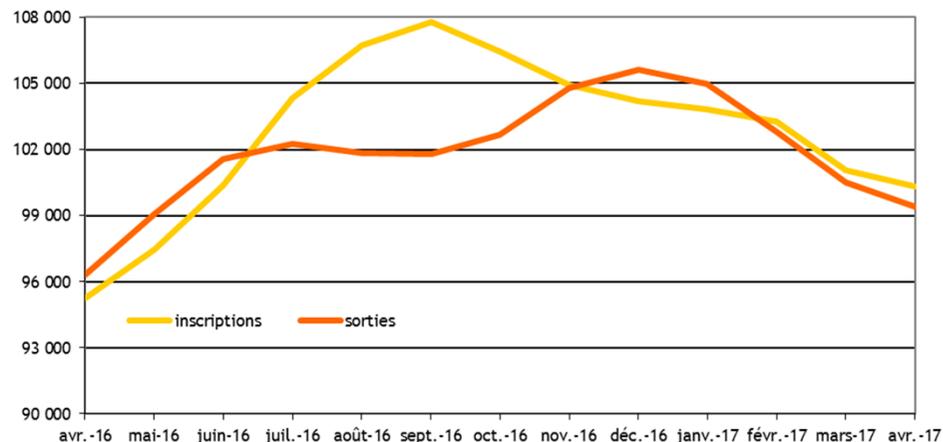
On peut cependant observer que le recul des « entrées en stage » se confirme, avec environ 9 000 sorties pour ce motif en moyenne sur 3 mois contre plus de 13 000 à la fin 2016, au plus fort du plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation ». Les sorties pour « reprise d'emploi déclaré » augmentent légèrement. Depuis un an, le nombre de sorties des listes de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C pour ce motif déclaré est de l'ordre de 18 000 par mois.

Le nombre d'entrées est également en baisse sur trois mois glissants : -1,4 %. Le nombre des « autres cas » atteignant 42%, les évolutions des motifs d'inscription sont elles aussi délicates à interpréter.

On peut cependant noter l'augmentation des fins de CDD, qui concerne plus de 16 500 inscriptions en moyenne sur 3 mois. Les entrées pour motifs « reprise d'activité » sont également en hausse en moyenne trimestrielle (+5,3%), correspondant pour moitié à des réinscriptions des demandeurs d'emploi ayant bénéficié de stages de formation.

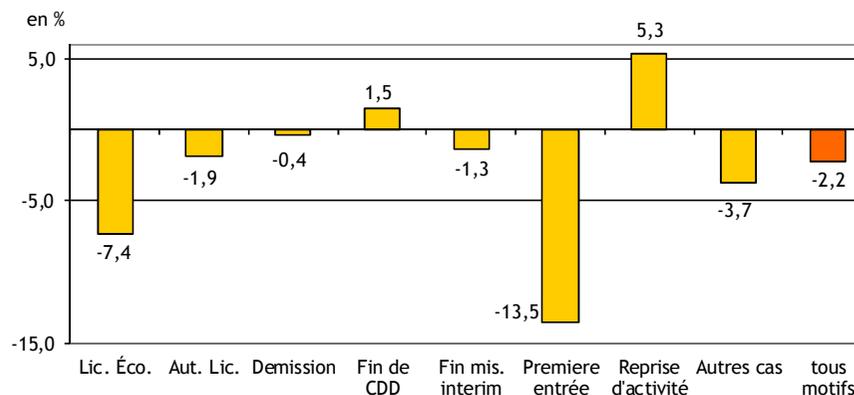
Le nombre d'inscriptions reste en hausse sur un an (+4,7 %), dans la région comme en France métropolitaine.

Evolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Île-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Île-de-France, par principaux motifs (données CVS-CJO moyenne trimestrielle)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Le taux de chômage au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016

Au quatrième trimestre 2016, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,6 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee, en baisse de 0,1 point par rapport au troisième trimestre. Le taux de chômage en France métropolitaine a lui aussi diminué, atteignant 9,7 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016.

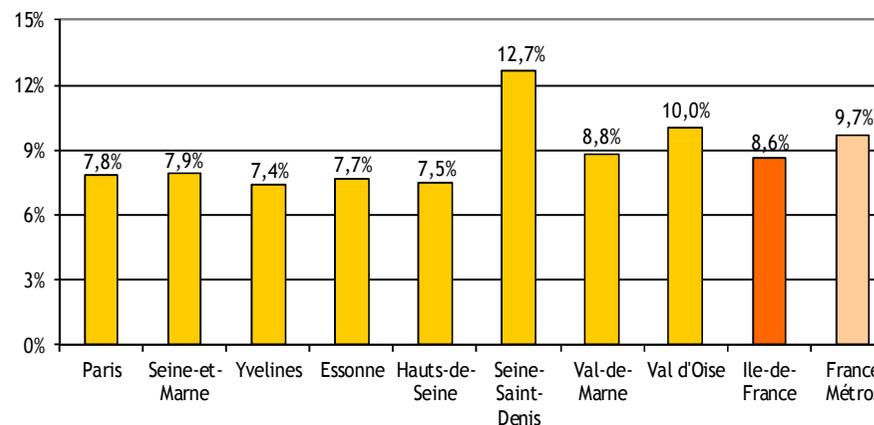
Sur un an, le taux de chômage a baissé de 0,2 point en Île-de-France ainsi qu'en France métropolitaine.

Le taux de chômage francilien reste cependant supérieur de 2,3 points à sa valeur d'avant la crise (6,3% au premier trimestre 2008). Il en est de même en France métropolitaine avec 2,5 points de plus qu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2008. Après une période d'équilibre autour de 9% depuis 2013, l'amorce du mouvement de baisse semble ralentie.

La Seine-Saint-Denis, dont le taux est structurellement le plus élevé de la région avec 12,7%, a vu son taux de chômage se stabiliser par rapport au trimestre précédent et reculer de 0,2 point sur un an.

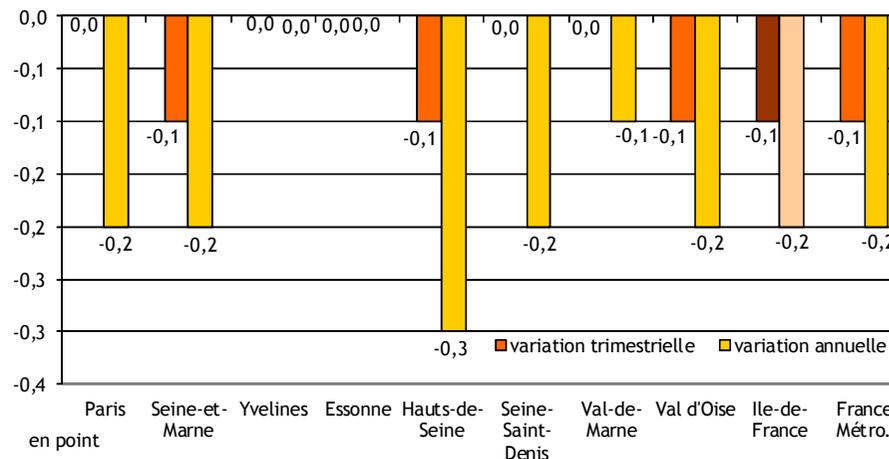
A contrario, Il a très peu diminué sur un an dans les Yvelines et en Essonne. Avec Paris, les Hauts-de-Seine et la Seine-et-Marne, ces cinq départements ont aujourd'hui des taux de chômage inférieurs à 8%.

Taux de chômage localisé au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016 (données CVS)



Source : Insee

Evolution du taux de chômage localisé au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016 (données CVS)

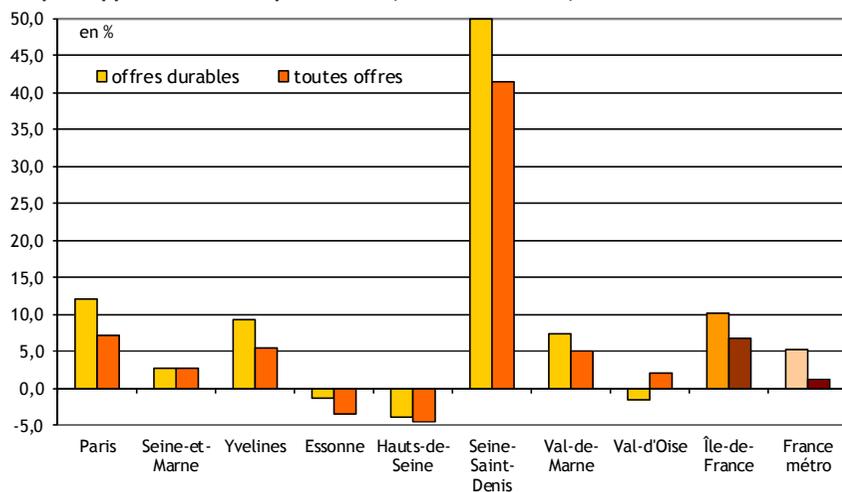


Source : Insee

## Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin avril 2017

En avril 2017, 52 700 offres d'emploi ont été collectées par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO) dont 34 500 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS-CJO)

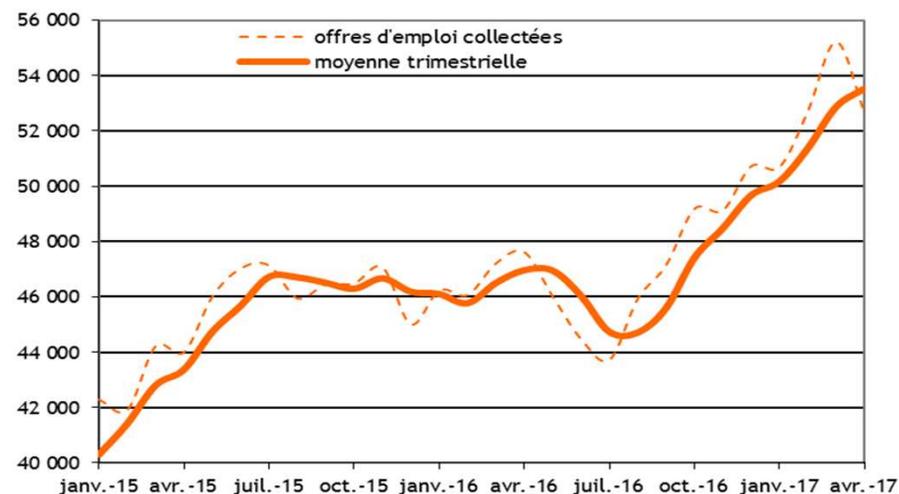


Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Sur trois mois glissants, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région est en forte hausse (+6,7 %), avec notamment la progression des offres durables (+10,1 %). En France métropolitaine, le total des offres augmente (+1,3 %) moins rapidement qu'en Île-de-France, tout comme les offres durables (+5,3 %).

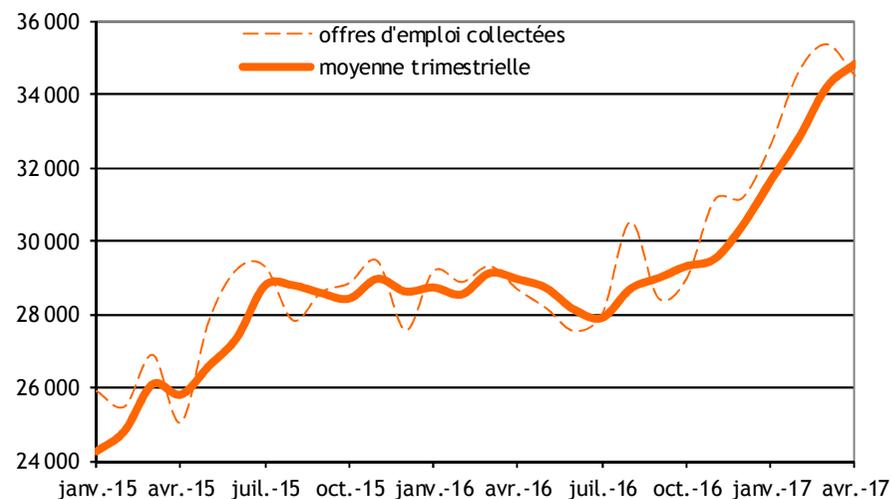
Sur un an, en moyenne trimestrielle, les offres enregistrées dans la région sont également en progression importante (+14,0 %), ainsi que les offres durables (+20,3 %).

Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis janvier 2015 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Évolution du nombre total d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis janvier 2015 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

## Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au quatrième trimestre 2016

Près de 2 millions de Déclarations Préalables A l'Embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été conclues au quatrième trimestre 2016 en Île-de-France, dont 380 000 DPAE en CDD de plus de 6 mois et CDI.

Le nombre de DPAE au quatrième trimestre 2016 (par rapport au quatrième trimestre 2015) a augmenté tous contrats confondus en Île-de-France (+2,2 %) et pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +7,7 %).

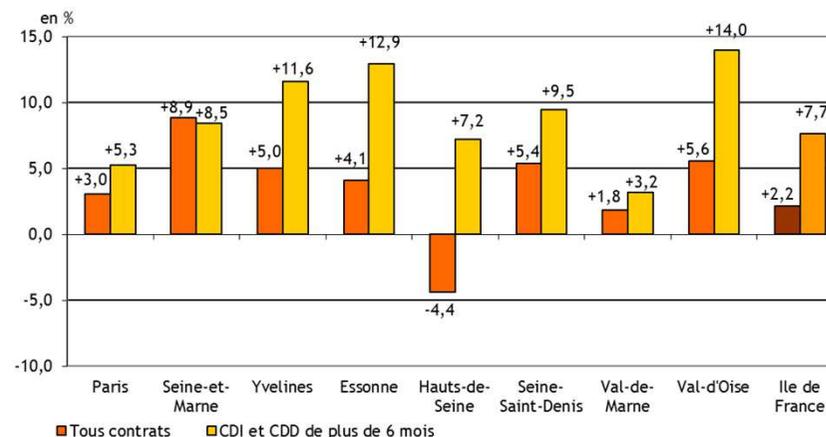
Tous contrats confondus, le Val-d'Oise, l'Essonne et les Yvelines ont connu une augmentation annuelle très importante (respectivement + 14,0 %, + 12,9 % et +11,6 %). En revanche, cette évolution est plus faible pour Paris (+5,0 %) et le Val-de-Marne (+3,2 %).

Pour les CDI et CDD de plus de six mois, la Seine-et-Marne progresse le plus fortement (+8,9 %). Les Hauts-de-Seine connaissent en revanche une baisse des contrats durables (- 4,4 %).

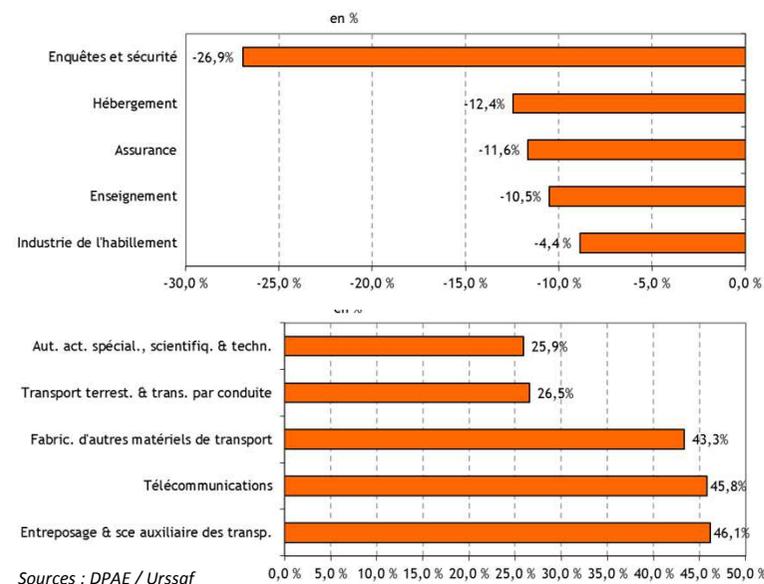
L'entreposage et service auxiliaire de transport, les télécommunications et la fabrication d'autres matériels de transport ont connu une très forte augmentation des contrats durables (plus de 40 % d'augmentation).

Le secteur des enquêtes et de la sécurité a connu la baisse la plus importante (-26,9 %).

Évolution des déclarations préalable à l'embauche par département (4<sup>e</sup> trim. 2016 – 4<sup>e</sup> trim. 2015)



Les cinq secteurs d'activités à l'augmentation et à la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante (4<sup>e</sup> trim. 2016 – 4<sup>e</sup> trim. 2015)



Sources : DPAE / Urssaf

## L'intérim à fin février 2017

Près de 305 000 contrats d'intérim ont été signés au mois de février 2017 en Île-de-France (données corrigées des variations saisonnières, CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 103 300 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

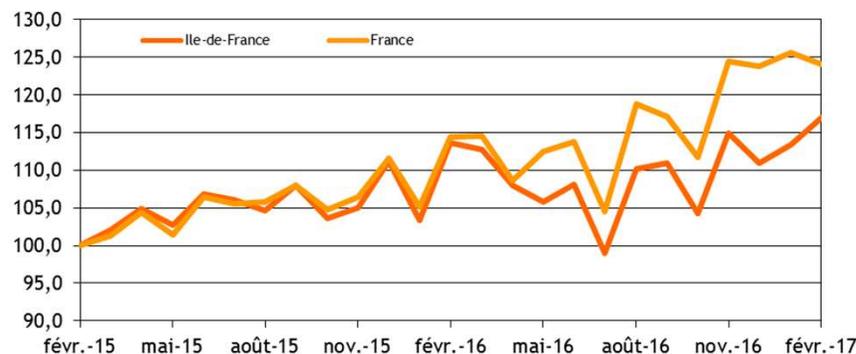
Le nombre de contrats signés a diminué, alors que le nombre d'intérimaires en EETP a augmenté par rapport au mois précédent. Les contrats sont donc plus longs en moyenne. Ainsi, en moyenne sur les trois derniers mois, le nombre d'emplois intérimaires (en ETP) est en hausse : +3,4 % par rapport aux trois mois précédents (données CVS).

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie progresse, même si le rythme est moins soutenu que les mois précédents : +2,2 % pour le nombre d'EETP sur trois mois glissants. Cela s'explique par la forte hausse dans la fabrication de matériel de transport (+12,9%), dans la métallurgie (+12,4 %) et dans la production et distribution d'eau, gestion des déchets. A contrario, les industries agro-alimentaires sont en net repli (-17,1 %).

L'activité intérimaire dans la construction poursuit sa hausse confirmant une fin d'année 2016 en forte progression : +15,2 % sur les trois derniers mois, par rapport aux trois précédents.

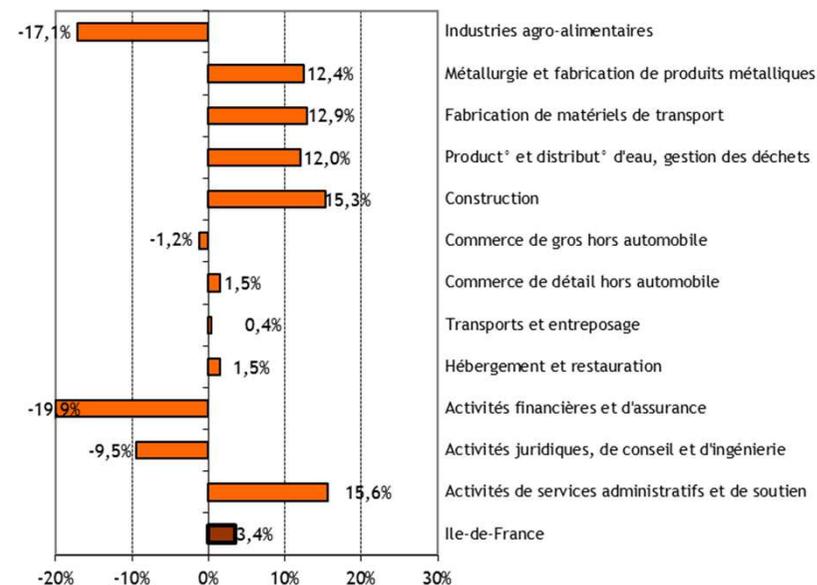
L'intérim dans le tertiaire augmente également (+1,1 %), avec des évolutions différentes selon les secteurs d'activité : une forte hausse dans les activités de services administratifs et de soutien (+15,6 %), plus faible dans le commerce de détail, l'hébergement / restauration et le transport / entreposage, et des nets reculs dans les activités financières et et les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (resp. -19,9 %, et -9,5 %).

Évolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS-CJO – base 100 à fin février 2017)



Sources : Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Évolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Sources : Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

## L'emploi salarié au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016

Au quatrième 2016, l'emploi salarié marchand francilien progresse de +0,4 % (soit +18 700 emplois) selon les estimations provisoires de l'Insee (données CVS). En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand augmente également de 0,4 % (+64 500 emplois).

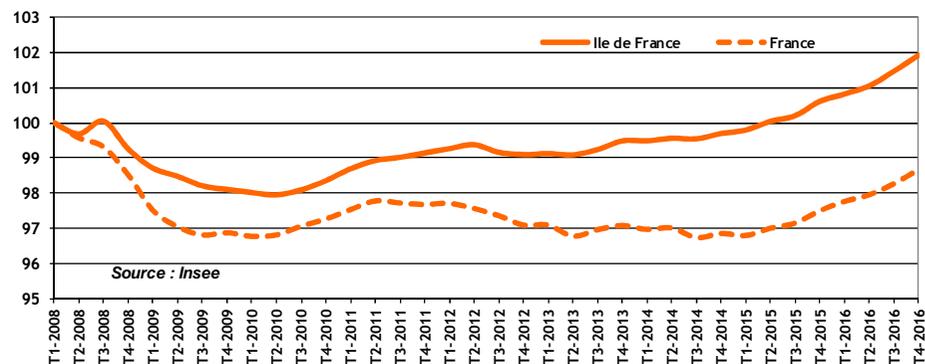
Sur un an, l'emploi salarié marchand francilien est en nette augmentation (+1,3 %, soit +53 800 emplois). Il confirme ainsi le dynamisme de l'emploi francilien qui a notamment dépassé son niveau d'avant-crise au cours de l'année 2015.

Au quatrième trimestre 2016, les départements franciliens qui ont vu l'emploi salarié marchand progresser le plus fortement (Paris, la Seine-et-Marne, le Val-de-Marne et le Val d'Oise) ne sont pas les mêmes qu'au trimestre précédent. De leur côté, les Hauts-de-Seine et la Seine Saint-Denis enregistrent les évolutions les plus faibles.

Sur un an, l'emploi salarié marchand a surtout progressé en Essonne, en Seine-et-Marne, dans le Val d'Oise, la Seine Saint-Denis et à Paris tandis que les Yvelines, les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne affichent des augmentations modérées.

Ce sont Paris, la Seine-et-Marne et l'Essonne qui contribuent en nombre à l'augmentation de l'emploi salarié avec 35 000 emplois en plus depuis le quatrième trimestre 2015 sur les 53 800 emplois supplémentaires enregistrés dans la région depuis un an.

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 (données CVS)



Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 4 <sup>ème</sup> trimestre 2016	Evolution trimestrielle (par rapport au 3 <sup>ème</sup> trimestre 2016)		Evolution annuelle (par rapport au 4 <sup>ème</sup> trimestre 2015)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 315 802	10 231	0,8	23 633	1,8
Seine-et-Marne	314 709	3 490	1,1	5 760	1,9
Yvelines	367 496	1 672	0,5	3 272	0,9
Essonne	307 912	1 416	0,5	5 629	1,9
Hauts-de-Seine	827 432	-3 362	-0,4	4 871	0,6
Seine-Saint-Denis	426 589	1 003	0,2	4 907	1,2
Val-de-Marne	358 457	2 211	0,6	1 844	0,5
Val-d'Oise	250 437	2 004	0,8	3 915	1,6
<b>Ile-de-France</b>	<b>4 168 833</b>	<b>18 666</b>	<b>0,4</b>	<b>53 831</b>	<b>1,3</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>15 736 200</b>	<b>64 500</b>	<b>0,4</b>	<b>187 300</b>	<b>1,2</b>

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

## L'emploi salarié au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016

Au quatrième trimestre 2016, l'emploi décroît légèrement dans l'industrie (-0,3 %, soit - 1100 emplois) et progresse modérément dans la construction (+0,1 %, soit +170 emplois) et le commerce (+0,1 %, soit 660 emplois). L'emploi dans les services marchands poursuit son augmentation : +0,7 % soit +18 900 emplois.

Par rapport à l'année précédente, le nombre d'emplois a reculé de -1,0 % dans l'industrie et augmenté de +0,2 % dans la construction. Au sein de l'industrie, tous les secteurs d'activités, et particulièrement la fabrication d'équipements électriques et électroniques, perdent un nombre important d'emplois (-3,0%, soit -2 200 emplois). Seul celui de la fabrication des denrées alimentaires enregistre une légère hausse (+0,8%).

L'emploi salarié dans le commerce connaît une progression annuelle de +0,5 % (+3 800 emplois), légèrement ralentie par rapport aux évolutions positives des précédents trimestres.

Les services marchands restent les principaux moteurs de la hausse, avec une augmentation de +2,0 % (+53 900 emplois) sur un an. Le nombre d'emplois dans l'intérim augmente ce trimestre mais semble soumis à des évolutions erratiques. Sur un an, l'intérim a tout de même connu une augmentation importante de +12,6 %.

Tous les autres secteurs d'activité des services marchands ont quant à eux enregistré des hausses plus ou moins fortes. Sur un an, le secteur informatique et communication (+2,4 %, soit 8 900 emplois) et celui des services spécialisés aux entreprises (+1,9 %, soit +17 800 emplois) ont connu la plus forte croissance hors celui de l'intérim.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2015 et le 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Source : Insee

## L'activité partielle en avril 2017

Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en avril	62	17	10	7	13	2	6	4	3
cumul 2017	365	80	40	61	42	20	62	25	35
cumul 2016 (avril)	555	105	78	95	66	34	45	50	82
Heures associées en avril	278 710	20 995	70 723	9 719	94 272	11 592	16 233	53 776	14 000
cumul 2017	1 633 540	126 166	1 686 883	338 040	3 553 392	98 141	1 910 681	1 851 477	1 709 903
cumul 2016 (avril)	3 330 458	166 978	3 863 340	1 291 049	3 777 091	208 345	12 189 121	2 766 800	5 020 833
Evolution	-51,0%	-24,4%	-56,3%	-73,8%	-5,8%	-52,9%	56,8%	-33,1%	-66,0%

Les sollicitations d'activité partielle motivées par la conjoncture économique ont été particulièrement peu nombreuses en avril dernier. Seules 62 autorisations ont en effet été notifiées par les services de la Direccte.

278 710 heures de travail ont ainsi été autorisées à être chômées en Ile-de-France, soit l'un des chiffres les plus faibles de ces derniers mois.

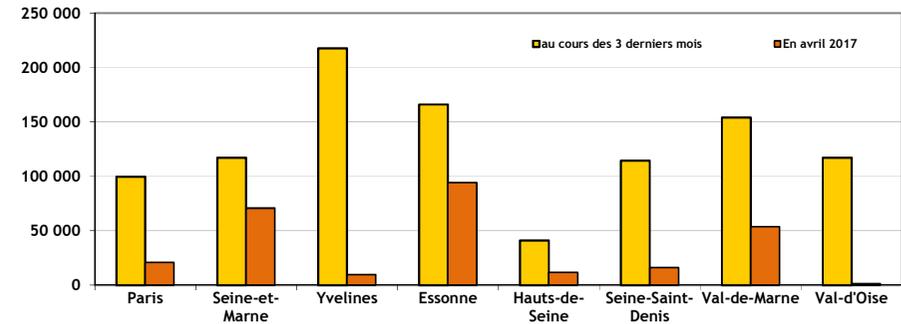
En avril, trois autorisations portaient sur plus de 50 000 heures d'activité partielle, au bénéfice d'établissements industriels et de la construction implantés dans les départements de la Seine-et-Marne, l'Essonne et le Val-de-Marne.

Les départements de l'Essonne, la Seine-et-Marne et la Seine-Saint-Denis cumulent 78 % des heures d'activité partielle demandées ce mois-ci dans la région.

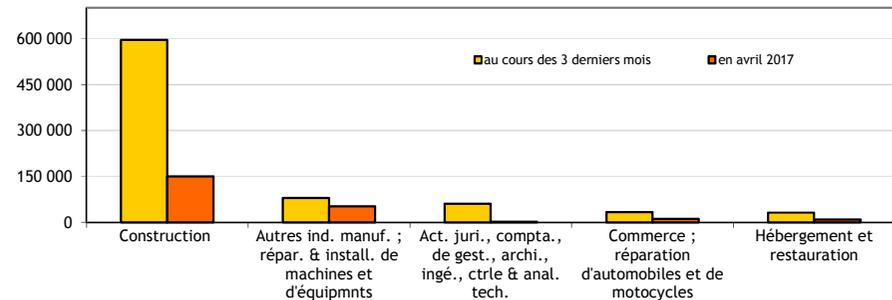
Le secteur de la construction a demandé 150 000 heures d'activité partielle, soit plus de 54 % du total régional tous secteurs confondus.

(\*) Les décisions étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Source : Direccte UD - Traitement : Direccte / Sese

## Les plans de sauvegarde de l'emploi en avril 2017

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départements
PSE en avril	17	7			2	4	1	2		1
Cumul 2017	103	32	6	3	4	25	9	9	6	9
Cumul 2016 (janvier à avril)	131	37	7	6	5	45	11	6	7	7
Salariés concernés	408	208		6	23	91	18	34	28	/
Cumul 2017	6 780	1 402	315	306	846	1 576	1 868	219	248	/
Cumul 2016 (janvier à avril)	10 108	2381	278	746	646	3082	1968	548	459	/
Evolution	-33%	-41%	13%	-59%	31%	-49%	-5%	/	-46%	/

En avril 2017, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 17 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 408 postes menacés dans le cadre de PSE, ce qui est un niveau très faible, rarement relevé en dehors des mois d'été.

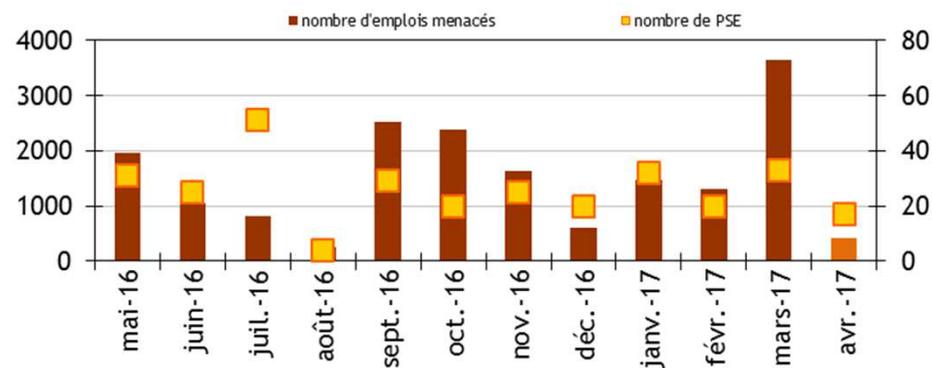
A l'exception du mois de mars, les 6 derniers mois ont tous connu un nombre relativement limité d'emplois menacés. Ainsi, cet indicateur est au minimum constaté pour les 4 premiers mois de l'année.

Une amélioration de la conjoncture des PSE semble perceptible, alors que l'année 2017, et principalement son premier semestre avait cumulé un grand nombre d'emplois menacés.

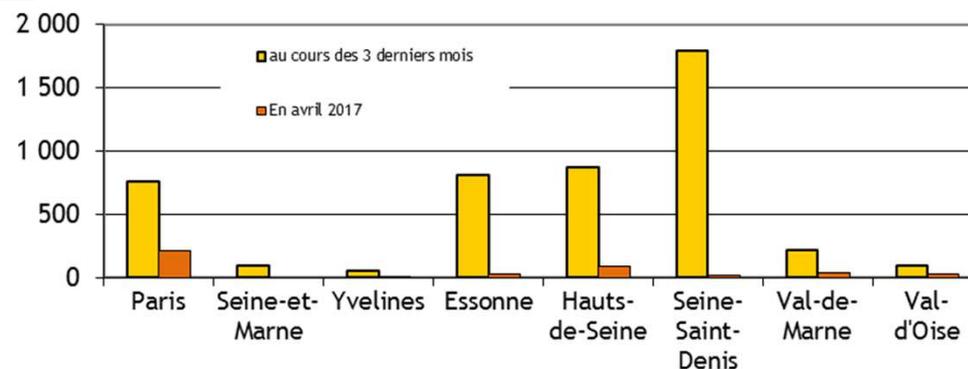
Ce mois-ci, aucun département n'est affecté de manière importante par rapport à son emploi local. Paris est le département le plus affecté en chiffres bruts, mais c'est en lien avec le grand nombre d'emplois hébergés dans ce département.

## Accompagnement des mutations économiques

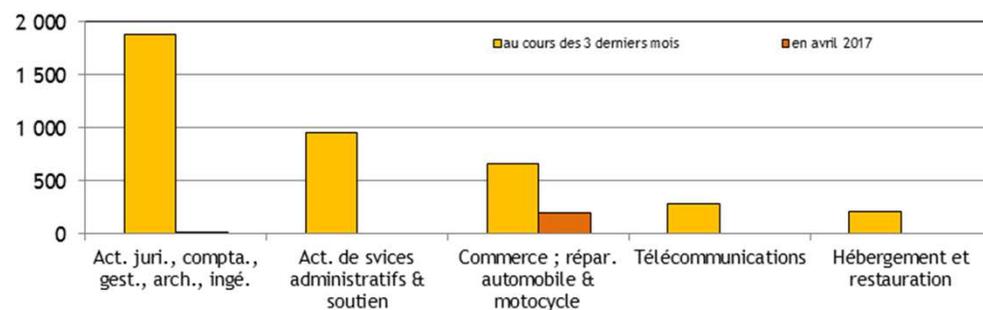
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés





**Directrice de publication :** Corinne Cherubini

**Etude et réalisation :** Service Etudes Statistiques Evaluation – [idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@direccte.gouv.fr)

**Conception graphique :** Emmanuelle Seguin

**Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France**

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers

Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur [www.idf.direccte.gouv.fr](http://www.idf.direccte.gouv.fr)